



## AMARA ESSY DRESSE LE BILAN DE LA TRANSITION

---

Entretien de Marie-Noelle Guichi avec Monsieur Amara Essy,  
Le messenger du Cameroun, Mercredi 13 mars 2002  
<http://www.wagne.net/messenger/messenger/2002/0302/13/amara.htm>

### **Le Messenger : Le 3ème Forum Pour le développement de l’Afrique vient de s’achever. Quel regard jetez-vous sur ses résultats ?**

Amara Essy : Ce forum était le bienvenu parce qu’il s’est tenu à quelques heures du conseil des ministres de l’Oua. J’avais été chargé par le sommet des chefs d’Etat d’élaborer les textes des principaux organes de l’Union africaine pour pouvoir la lancer en Afrique du Sud. Depuis que j’ai pris fonction, nous avons beaucoup travaillé sur ces textes. Nous avons soumis le projet aux Etats membres qui les ont soumis eux aussi à leurs experts. Juste à la fin de ce forum, nous avons envoyé ces textes pour examen aux ambassadeurs ici et du 12 au 14 mars, ce sera le tour des ministres des Affaires étrangères de s’en imprégner à l’occasion de leur conseil. Ce forum a eu l’avantage d’avoir réuni les meilleurs experts en matière de développement et d’intégration. Toutes les réflexions qui ont lieu seront d’un apport appréciable au conseil des ministres.

### **LM : La société civile a évoqué ses craintes de voir apparaître une Oua bis avec les organes qui sont entièrement contrôlés par les Chefs d’Etat et leurs ministres. Qu’en pensez-vous ?**

AE : Les documents qui ont été élaborés seront mis à la disposition des ministres. Je pense qu’on doit en tenir compte. Quelle que soit la compétence des experts, on ne peut pas

aujourd'hui ignorer les souhaits du peuple. Il faut donc qu'on tienne compte de son opinion. On ne peut pas faire cette union sans le peuple, sans les jeunes, sans les femmes, sans la société civile.

**LM : L'inter -convertibilité des monnaies continue d'être un frein à l'intégration régionale. Peut-on penser à une monnaie unique dans l'Union africaine ?**

AE: C'est l'objectif final. Quand j'ai parlé avec les responsables de l'Union européenne, ils m'ont dit qu'à leur début, ils ne savaient pas où ils allaient. Donc tout est une question d'évolution. L'idéal de toute union de ce genre est de créer à terme une monnaie commune. Je pense qu'au niveau de la Cedeao, nous avons une zone Cfa et que les autres zones sont en train de chercher à faire en sorte qu'au niveau de cette région nous ayons une monnaie commune. Je crois que c'est l'exemple qu'il faut suivre pour faire en sorte qu'un jour nous ayons notre monnaie commune. Mais c'est une épreuve de longue haleine parce que cela demande d'abord une convergence de politiques macro-économiques, cela demande une convergence de politiques budgétaires. Ce sont des processus longs et difficiles, mais on peut y arriver.

**LM : Il a également été constaté une faiblesse des liens entre l'Oua et les organisations régionales (Sadec,Cedeao, Eac), comment l'Ua compte-t-elle corriger cette faiblesse ?**

AE : Les relations devraient être des relations de symbiose dans le travail entre l'Oua et les organisations sous - régionales. Parce que les unions régionales travaillent pour l'intégration de la sous - région. Pour remédier à ces critiques nous avons déjà au niveau des organes de l'Union, un mécanisme de coopération avec les différentes structures sous - régionales pour coordonner nos actions. En matière de paix et de sécurité, chaque région a un organe de paix et de sécurité qu'il faut intégrer à l'organe central de la paix et de la sécurité en Afrique. Tout cela demande une coordination énorme au niveau des institutions.

**LM : Justement en ce qui concerne les institutions, à quel niveau en êtes-vous aujourd'hui ?**

AE : J'ai élaboré déjà les textes concernant l'assemblée des chefs d'Etat, le conseil exécutif, le comité des représentants permanents auprès de l'Union, la Commission qui va remplacer le secrétariat et qui sera composée d'un président, d'un vice-président et de commissaires. Tous ces textes sont déjà prêts. Ils seront donc soumis aux Etats membres. Parallèlement, je vais mettre sur pied un groupe d'éminentes personnalités, dix ou onze, qui vont réfléchir d'une façon permanente sur l'Union africaine. Cela est important parce que le secrétariat est attelé à des tâches quotidiennes. Ces dix derniers jours j'étais moi-même en Afrique du sud, puis en République centrafricaine, en Libye. Aujourd'hui, toutes les deux heures, je suis en contact avec Madagascar, avec le Burundi et les Comores.

**L M : Pensez-vous qu'il est possible d'envisager une Union africaine sans qu'une solution définitive soit apportée à toutes ces guerres ?**

AE : Il est difficile d'envisager l'intégration véritable en Afrique si les armées continuent de se battre à l'intérieur de certains pays et à travers les différentes Sous-régions. En ce moment, sept armées africaines sont face à face au Congo. La moitié des morts de tous les conflits dans le monde vient de l'Afrique. C'est inacceptable. Il convient de trouver une solution au problème de paix et de sécurité en Afrique. Mais on ne peut pas attendre un continent totalement en paix avant d'entamer l'Union. Je crois qu'il faut aller par étapes. Au fur et à mesure qu'elle va se développer, elle va créer un espace de liberté démocratique, un espace de libre circulation des biens et des personnes. Tout cela contribuera à résoudre les problèmes de conflits. Parce que si vous avez des intérêts en commun quelque part, s'il y a un problème vous accepterez de vous asseoir pour discuter. Certains conflits sont dus à des questions d'espace. Si nous arrivons à l'intégration, ces problèmes disparaîtront d'eux-mêmes. Les causes profondes de ces guerres existent, il faut chercher à les éradiquer. J'ai rencontré par exemple les rebelles Burundais ce jour (vendredi 8 mars 2002, Ndlr) pour leur expliquer qu'il ne sert à rien de s'entre-tuer en

détruisant toutes les infrastructures du pays. Car même s'ils finissent par accéder au pouvoir, ils auront de la peine à reconstruire tout ce qui a été endommagé. Je les ai priés de se joindre au processus de paix d'Arusha. Il convient aussi de préciser que la paix aujourd'hui est régionale. C'est-à-dire que le sort d'un pays est lié à celui d'un autre. Si on a la paix au Burundi et la guerre au Rwanda ou au Congo, on n'est pas sorti de l'auberge. C'est une approche globale qu'il faut suivre

**LM : Une solution aux conflits en Afrique peut-elle être trouvée par les Africains tout seuls lorsqu'on sait que le plus souvent les ficelles sont tirées de l'extérieur ?**

AE : Non ! Tout en reconnaissant que c'est aux dirigeants et aux peuples africains qu'incombe au premier chef la responsabilité de la paix et de la sécurité régionale, il est nécessaire d'admettre l'importance du rôle des acteurs internationaux à cet égard. Ce que j'ai fini par comprendre depuis ma prise de fonction à l'Oua c'est qu'aucune solution pacifique ne peut être trouvée aux conflits en Afrique par les Africains uniquement. Le plus souvent, les ficelles sont tirées par l'Occident. C'est en Europe ou en Amérique que se trouvent les seigneurs de la guerre, qui alimentent nos conflits. Cela rend encore plus difficiles les solutions. Cependant, nous devons comprendre qu'une fin aux affrontements est indispensable pour le développement de l'Afrique. Il faut que les uns et les autres en prennent conscience et cessent d'être manipulés par l'Occident.

**LM : Aujourd'hui il existe en Afrique une prolifération de systèmes de règlement de conflits qui se chevauchent pratiquement. Comment l'Union africaine entend-elle les coordonner ?**

AE : Il existe en Afrique de nombreux programmes tels que le programme Acri, l'Opération Recam, etc. Certains pays africains ont accepté ces initiatives là. Tandis que d'autres les ont rejetées. Ce qui est sûr c'est que ces programmes ont des aspects positifs. Mais ce que j'entrevois c'est qu'au niveau de l'Ua on mette sur place un état - major des forces de maintien de la paix pour l'Afrique en se basant sur les contingents de toutes les régions. Cela permettra de coordonner toutes les opérations de maintien de la paix au niveau de l'Afrique. On a l'Ecomog au niveau de la Cedeao, d'autres mécanismes en

Afrique de l'Est. Il faut qu'on puisse coordonner tout cela. Cela demande une structure bien organisée et l'autre question qu'il faudra se poser c'est comment financer cette structure. Il n'y a rien de plus cher que l'entretien d'une force de maintien de la paix. Les 6% du budget de l'Oua sont en ce moment affectés au maintien de la paix. Cela fait un million six cent mille dollars. Le tout petit Comores a déjà absorbé à lui tout seul deux millions de dollars, rien que pour la prise en charge des observateurs qu'on y envoie.

**LM : Quelles seront les sources de financement du fonctionnement de l'Union africaine ?**

AE: Je pense que nous allons créer un groupe de travail qui va se pencher sur la mobilisation des ressources de l'Union africaine. Ce groupe travaillera sur tous les aspects. Comment est-ce qu'on peut vraiment générer les nouvelles ressources autres que les contributions des Etats pour financer les activités de l'Union africaine ? Il y a plusieurs possibilités d'y arriver. Quand j'étais récemment en Afrique du sud, j'ai rencontré les entreprises et je leur dis ceci : écoutez, si l'Union africaine marche, c'est vous qui allez en profiter, donc aidez-nous à la financer. Elles ne sont pas réticentes à ce sujet. Donc, en fin de compte, je pense qu'il faut structurer toutes ces démarches. On peut même envisager le prélèvement d'un certain taux sur les taxes au niveau des échanges commerciaux entre l'Union et les autres pays. Il y a beaucoup de possibilités à explorer.

**LM : Aucun des cinq chefs d'Etat invités à ce forum n'est venu. N'y a-t-il pas là un signe que l'Union ne les intéresse pas véritablement ?**

AE : Je ne le pense pas parce que c'est une coïncidence malheureuse des calendriers. Les chefs d'Etat avaient décidé d'y participer. Malheureusement avec ce qui s'est passé le 11 septembre, le sommet du Common-wealth, initialement prévu en novembre a été reporté à la période du forum. D'autres rencontres se tenaient au même moment.

**LM : Ils avaient un choix à faire, et ils l'ont fait au détriment du forum.**

AE : Il y avait un choix à faire. C'est vrai. Mais là-bas il y avait des projets concrets à

prendre. Et puis tout se passait le même jour. Moi, j'ai dû ouvrir le forum ici et m'envoler pour le sommet de Syrte. Il y a eu beaucoup de circonstances malheureuses qui ont empêché les chefs d'Etat invités d'être là. Ils avaient des intérêts très importants à défendre à ces sommets.

**LM : M. le Secrétaire général, l'Oua semble prendre position pour le président Didier Ratsiraka dans le conflit interne malgache.**

AE : L'Oua en réalité, soutient la légalité. Elle ne soutient pas un quelconque protagoniste dans cette crise. Il y a une constitution qui régit Madagascar depuis longtemps. Nous travaillons sur les bases de cette constitution.

**LM : Est-ce à dire que l'Oua ne reconnaîtra pas le gouvernement de Marc Ravalomanana installé à Antananarivo ?**

AE : Si ce gouvernement n'est pas installé selon les règles constitutionnelles, cela pose des problèmes. Car quelle que soit la légitimité d'un pouvoir, il faut qu'il y ait la légalité. On ne peut juger les pays qu'avec leur constitution qu'ils ont adoptée eux-mêmes. C'est cela le principe. Si on veut rentrer dans les considérations, il n'y aura plus de critère d'appréciation. Le président qui était là a été élu démocratiquement. C'est à travers le processus électoral qu'il faut voir qu'est ce qui est fait et qu'est-ce qui reste à faire. Quand les gens disent que la Haute cour constitutionnelle est favorable au président sortant, c'est vrai peut-être. Mais la réalité c'est que la constitution prévoit que trois membres de la Haute cour sont choisis par le président, deux par le président du Sénat, deux par le président de l'Assemblée nationale et deux par le Conseil de la magistrature. Si le sénat est d'obédience présidentielle, c'est vrai que la décision de la cour peut être favorable au président. Mais ça c'est la constitution qui l'a prévu.

**LM : Ne craignez-vous pas que l'on qualifie d'ingérences dans les affaires intérieures des Etats l'intervention de l'Ua dans les conflits internes?**

AE : Pour ce problème, il faut voir sous quel angle il se présente aujourd'hui. Regardez le

cas du Zimbabwe. Les gens se battent pour ne pas qu'il y ait sanction, tout simplement parce que ce pays ne sera pas le seul perdant s'il y a sanction. C'est toute la sous - région. Tous les produits du Zimbabwe viennent du port du Mozambique. C'est le cas de la Côte d'Ivoire qui ne doit pas rester indifférente devant le problème du Liberia. Elle a eu pendant un moment 400.000 réfugiés.

**LM : Justement, on n'entend pas assez l'Oua dans la crise libérienne. Qu'est-ce qui justifie ce silence ?**

AE : La réalité est que si on veut s'occuper de tout, on ne fera rien. Il y a la Cedeao qui est sur place. J'ai d'ailleurs fait venir le secrétaire général avec qui j'ai discuté sur le sujet. Il faut que la sous - région essaie de régler les problèmes internes à elle, quitte à ce qu'on vienne en appui. On ne peut pas tout faire.

---

Entretien de Marie-Noelle Guichi avec Monsieur Amara Essy,  
Le messenger du Cameroun, Mercredi 13 mars 2002  
<http://www.wagne.net/messenger/messenger/2002/0302/13/amara.htm>